



Appel à communication

Colloque scientifique transnational

organisé par l'Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'Intervention Sociales et l'Institut Régional du Travail Social de PACA-Corse, en partenariat avec le réseau thématique « normes, déviations et réactions sociales » de l'Association Française de Sociologie

L'« Etat social » dans tous ses états :

Quelles rationalisations, épreuves et réactions de l'intervention sociale ?

Les jeudi 8 et vendredi 9 décembre 2011 à Marseille

Dans l'opinion publique, l'« Etat social » est souvent confondu avec l'« Etat providence » ou « welfare state » qui désigne une dimension fondamentale des Etats modernes industrialisés cherchant à réguler les forces du marché pour maintenir la paix sociale en poursuivant un double objectif : celui de la « protection sociale » (assurances contre les risques et les aléas de la vie) et celui de la « justice sociale » (redistribution des richesses). Dans la pratique, l'Etat social articule donc une régulation de l'économie de marché avec le développement des droits de l'homme et de droits sociaux. Comme le souligne Bernard Degen (Dictionnaire Historique de la Suisse), « en fournissant des moyens financiers et des prestations, en développant le droit social, il (Etat social) garantit à chacun, indépendamment de sa place sur le marché, un niveau de vie minimal (politique sociale). De plus, il amortit les risques matériels en cas d'accident, de maladie, de vieillesse ou de chômage, palliant ainsi les aléas de l'existence (sécurité sociale). » En fait, comme l'indiquaient les organisateurs d'un colloque intitulé « Etat et régulation sociale » (Matisse – Université Paris 1-CNRS) réalisé en 2006 à l'Institut National d'Histoire de l'Art, « le vingtième siècle a donné lieu, dans la plupart des pays industrialisés, à l'essor de la protection sociale, des régulations du marché du travail (droit du travail, négociation collective, politiques de l'emploi), des services publics (avec notamment les politiques d'éducation) et des politiques macro-économiques de soutien à l'activité et à l'emploi. Les circonstances économiques et politiques ont conduit ces quatre éléments à se conjuguer sous des formes variées selon les pays pour constituer les quatre piliers d'un tout que l'on peut désigner par l'expression d'« Etat social ». » Plus précisément, notamment, Jacques Donzelot (*L'invention du social*, 1984) et plus récemment Bernard Billaudot (*Revue de la régulation*, janvier 2008), soulignent qu'en France et en Europe plus largement, le développement

de l'Etat social est une réponse à la question sociale, c'est-à-dire à la crainte de l'explosion massive de révolutions prolétariennes anti-capitalistes à la fin du dix-neuvième siècle.

Au sein de l'ère industrielle, suite à plusieurs épisodes de crises économiques, de guerres colonialistes et nationalistes extrêmement meurtrières, dans un contexte de plein emploi, la phase de l'après seconde guerre mondiale jusqu'aux années 1970, a alors coïncidé à l'apogée du développement de l'Etat social. En fait, cette période a correspondu à l'expression d'une impression générale que grâce à la mise en œuvre des politiques sociales assurées par l'État-providence, le « sentiment d'incertitude » et les inégalités régressaient à mesure que les protections sociales se développaient. Or, depuis le début des années 1980, dans un contexte de désindustrialisation des sociétés modernes occidentales, de massification du chômage, de développement du précaire et d'accélération des processus de mondialisation économique, l'Etat providence (qu'il soit d'inspiration bismarckienne, beveridgienne ou intermédiaire à ces deux « modèles ») apparaît en crise libérant ainsi le retour de l'incertitude de l'existence, des velléités de replis identitaires et la mise en œuvre de politiques sécuritaires.

Dans ce contexte, des intellectuels importants comme Pierre Bourdieu dénoncent alors le développement d'une vision (*doxa*) « néo-libérale » au cœur des anciens Etats sociaux européens historiques. En effet, pour Bourdieu et beaucoup d'autres analystes, ces sociétés sont en proie à une « inculcation symbolique » des valeurs néolibérales et néo-conservatrices révélées, notamment, dans la banalisation de l'usage de termes tels que « flexibilité, souplesse, dérégulation » tendant ainsi à faire penser « que le message néo-libéral est un message universaliste de libération » (intervention à la confédération générale des travailleurs, Athènes, octobre 1996). Ainsi, au même titre que les Etats-Unis, le « modèle » social européen serait donc percuté par des processus d'« involution » et de régression sociales réduisant ainsi l'Etat à sa « fonction policière » bien décrite par Max Weber (monopole de la violence physique légitime). Effectivement, au regard de transformations politiques, idéologiques, économiques et sociologiques importantes, dans de nombreux pays, aujourd'hui, la question de l'Etat social (*welfare state*) fait l'objet de vifs débats associés à une question centrale : la mondialisation de l'économie libérale implique-t-elle inévitablement une baisse, voire une déstructuration complète des protections sociales collectives des citoyens au profit de modèles plus individualistes mais plus en phase avec l'idéologie économique libérale comme le développement du « workfare » dont l'objectif principal est de rendre les « assistés sociaux » mobiles, responsables et générateurs de recettes ?

A propos de l'intervention sociale, dans son livre sur la montée des incertitudes, Robert Castel (2009) a déjà, en partie, répondu à cette interrogation. Il a, en effet, montré qu'à un mode de développement de l'Etat social correspond un mode de développement du travail social. Ainsi, de la période de l'après-guerre jusqu'au milieu des années 1970, le travail social « classique » aurait fonctionné comme un auxiliaire d'intégration de l'Etat social. Dans cette perspective, au sein de la globalisation libérale, la dynamique « travail social/Etat social » ne fonctionne donc plus. Désormais, les difficultés que connaît le travail social seraient d'abord liées à la remise en cause de l'Etat social. Pour sa part, Jacques Donzelot souligne également que, dorénavant, les intervenants sociaux s'inscrivent dans une dynamique dite de « social de compétition » (*Esprit*, 2008). Autrement dit, de nombreux intervenants sociaux sont enjoins de mettre en œuvre des « politiques d'activation » des « cas sociaux ». Par conséquent, face aux difficultés qu'ils ont à penser les transformations sociales et le sens de leur action, certains intervenants sociaux tendent alors à personnaliser les causes des problèmes rencontrés par leurs usagers, se replient sur des missions de contrôle social et de moralisation des conduites, et surtout, sont en proie aux instrumentalisation politiques et institutionnelles. En fait, les intervenants sociaux sont face à un paradoxe : on leur demande de promouvoir l'intégration sociale de leurs usagers (finalité politique) en agissant au niveau individuel (traitement psycho-relationnel), alors que très souvent,

les personnes qu'ils accompagnent sont en difficulté parce qu'elles subissent les mutations socio-économiques, non pas parce qu'elles sont des « individus souffrants » affectés par des problèmes psychologiques (Castel, 2009). Dans ces conditions, comme l'a relevé François Dubet, les interventions sociales risquent de renforcer la norme d'internalité qui conduit les individus à intérioriser l'idée qu'ils seraient les premiers responsables de leurs difficultés, indépendamment de leur condition sociale (*Le déclin de l'institution*, 2002).

■ Objectifs du colloque

L'ambition de ce colloque est d'abord analytique, il ne peut donc pas être une simple mise en accusation des mutations de l'Etat social que l'on jugerait nécessairement régressives. En effet, ce colloque est également fondé sur la conviction qu'il est possible d'articuler intervention, transformations sociales et reconnaissance d'individus « sujets » (Touraine, Khosrokhavar, *La recherche de soi. Dialogue sur le sujet*, 2000) pour co-produire des sociétés organisant de fortes protections sociales, la redistribution des richesses et l'émancipation de citoyens libres. Nous privilégions donc une double approche qui interroge l'intervention sociale du côté du système et de l'acteur. Il s'agit d'une part, de préciser comment s'opère la « rationalisation » de l'intervention sociale et d'autre part, de mieux comprendre les épreuves et les réactions des intervenants sociaux dans un contexte de mutations de l'Etat social à l'échelle nationale et internationale : face aux logiques de management hyper-gestionnaires, voire de chalandisation de l'intervention sociale (Chauvière, *Trop de gestion tue le social. Essai sur une discrète chalandisation*, 2007), les intervenants sociaux sont-ils apathiques, impuissants, conformistes ou bien développent-ils des formes d'analyse critique de leur action, des stratégies de résistance, des capacités d'expérimentation et d'innovation ?

A l'heure où nous vivons d'importants bouleversements économiques, financiers, politiques et écologiques sur la scène internationale (crise financière mondiale, ébranlement des modèles d'intégration nationaux, chutes de régimes autoritaires dans des pays du sud, nouvelles migrations et circulations internationales...), comment peut-on alors penser et organiser de nouveaux modèles sociaux dans une perspective globale au sein desquels les intervenants sociaux pourraient agir ? En effet, certains analystes des sciences politiques soulignent qu'en Occident, nous assistons à la « managérialisation » de l'Etat social « visant à rendre plus efficace, sinon plus efficaces, les agents d'Etat » (Congrès AFSP 2011 - ST 20). Or, comment l'intervention sociale peut-elle se déployer dans un environnement politique et économique défendant, notamment, la thèse de « moins d'Etat, mieux d'Etat » ? Autrement dit, il s'agit d'interroger les fondements et les effets des nouvelles formes de gouvernance au sein des organisations politiques, bureaucratiques, administratives, associatives qui pensent, organisent et produisent l'Etat social contemporain. Plus précisément, il s'agit de questionner les nouvelles approches d'encadrement et de management de l'intervention sociale : rémunération à la performance des agents, responsabilisation des acteurs sociaux et des usagers, contractualisation, rationalisation organisationnelle et budgétaire, évaluations par objectifs, etc.

Il s'agit donc de tenter de répondre à ces interrogations : en fonction de la diversité des réalités socio-historiques et économiques nationales, alors que nous assistons bien à une recomposition, voire dans certains cas, notamment dans les pays ayant une faible tradition en matière d'organisation étatique de la solidarité, à une définition des formes de production et de gestion de l'Etat social à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale : à quels types d'épreuves les intervenants sociaux doivent-ils faire face ? Quelles capacités d'action et de ressources individuelles et collectives mobilisent-ils (réseaux professionnels et/ou militants, innovations pédagogiques, références éthiques et déontologiques, qualifications professionnelles et/ou universitaires, etc.) pour surmonter ces épreuves ? Les intervenants sociaux sont-ils

irréremédiablement contraints à être des techniciens de la rationalisation au service de logiques strictement gestionnaires ou peuvent-ils devenir des innovateurs au service de projets politiques et sociaux progressistes incluant des contraintes économiques, mais aussi des exigences déontologiques propres au champ social ?

Cet appel à communication, volontairement large et transversal, propose une ouverture internationale. Il s'adresse aux chercheurs et enseignants-chercheurs professionnels et aux doctorants en sciences sociales. Néanmoins, ce colloque peut également concerner des praticiens et formateurs de l'intervention sociale qui souhaiteraient valoriser les résultats de projets de recherche originaux auxquels ils auraient participé. En effet, les propositions de communication s'appuyant sur des résultats de recherches empiriques seront privilégiées. En outre, nous souhaitons développer une approche transnationale comparative des mutations de l'intervention sociale. Dans la pratique, les thèmes définitifs des sessions du colloque seront définis sur la base des propositions de communication retenues.

- 1 - Les résumés des propositions de communication devront indiquer : nom, prénom, adresse électronique et institution d'attache du ou des auteur(s). Ils n'excéderont pas 1500 signes (espaces compris), devront être rédigés en français ou en anglais et devront parvenir **au plus tard le 15 septembre 2011**, sous format Word, à claire.lebailbonnard@ids.fr.

- 2 - Les avis du comité de sélection seront transmis aux auteurs fin septembre 2011. Les textes intégraux des propositions retenues ne devront pas excéder **35000 signes** (espaces compris, notes et bibliographies incluses) et devront être transmis **au plus tard le 30 octobre 2011**.

- 3 - A la suite du colloque, les meilleurs articles sélectionnés par le comité scientifique feront l'objet d'une publication.

Comité d'organisation :

Manuel Boucher (ACOFIS, RT3 AFS, LERS-IDS)
François Sentis (Institut Régional du Travail Social PACA-CORSE)
Mohamed Belqasmi (ACOFIS, LERS-IDS)
Yolande Boisson (Institut Régional du Travail Social PACA-CORSE)
Jean-Christophe Barbant (ACOFIS, IRTS Languedoc-Roussillon)
Régis Pierret (ACOFIS, ITSRA)

Comité scientifique :

Evelyne Baillergeau (Université d'Amsterdam, Pays-Bas)
Claudio Bolzman (ACOFIS - Haute Ecole de Travail Social de Suisse Occidentale, Suisse)
Véronique Bordes (ACOFIS - Université de Toulouse Le Mirail)
Anna Maria Campanini (Association européenne des écoles du travail social – Université Bicocca, Milan, Italie)

Michel Chauvière (CNRS)
Raif Choueiry (Université Al Kafaât – Beyrouth, Liban)
Jacques Commaille (Institut de sciences sociales du politique, ENS Cachan)
Consuelo Corradi (Université de Lumsa – Rome, Italie)
Laurent Courtois (ACOFIS - Institut Régional du Travail Social de Poitou-Charentes)
Alain Deccache (Université Catholique de Louvain, école de santé Publique, Belgique)
Lena Dominelli (Université de Durham, Grande-Bretagne)
Jacques Donzelot (Université Paris X - Nanterre)
François Dubet (Université de Bordeaux II – EHESS)
Anna Elia (Université de Calabre, Italie)
Jean Foucart (ACOFIS - Haute Ecole Sociale de Charleroi, Belgique)
Marcel Jaeger (CNAM, Chaire de travail social et d'intervention sociale)
Lukasz Jurczynszyn (Académie Humanistique d'Aleksander Gieysztor, Pultusk, Pologne – RT3 AFS)
Didier Lapeyronnie (Université Paris IV - Sorbonne)
Marta Llobet (Université de Barcelone, Département de travail social, Espagne)
Hervé Marchal (Université de Nancy)
Eric Marlière (ACOFIS - Université de Lille III)
Laurent Mucchielli (CNRS - RT3 AFS)
Michel Thierry (CSTS)
Alain Vulbeau (Université Paris X - Nanterre)